

EKONOMI

RETOUR SUR LA CRISE DE 2008

Tempête au paradis

Raymond Klein

À travers une série d'interviews, un documentaire révèle l'ambiance lors du sauvetage des banques luxembourgeoises ébranlées par la crise financière. Un film instructif par ses qualités comme par ses faiblesses.

« Crise et chuchotements » révèle l'histoire des hommes (presque pas de femmes dans le film) qui, œuvrant dans l'ombre, ont sauvé le Luxembourg un week-end de septembre 2008. Oui, ça fait pompeux, et en plus ce n'est pas toute la vérité. Mais revivre cet épisode peu connu du début de la grande crise financière à travers des interviews d'acteurs de l'époque n'en est pas moins captivant.

L'affiche du film donne le ton : sous un ciel de tempête, elle montre une tour fictive du district financier du Kirchberg avec des craquelures (et même un sparadrap), à travers lesquelles s'échappent des billets de 50 euros. Non, ça ne peut pas être un documentaire sur les secousses qu'a subies le paradis fiscal national au cours de la décennie passée - on y verrait des billets de 500 euros, coupure favorite des blanchisseurs-euses. Mais dès les premiers passages d'interviews, on perçoit en arrière-fond le paradis qu'a pu être le grand-duché avant la crise. « Les bénéficiaires étaient le double de ceux d'aujourd'hui », rappelle un intervenant, et on apprend que, en 2007, la BIL avait présenté le meilleur bilan de toute son histoire. C'est d'ailleurs pour un livre de 2014 sur l'histoire à succès de la place financière que Laurent Moysse avait déjà conduit une série d'interviews dans le monde de la finance.

Si toute cette idylle est mise en danger à l'automne 2008, c'est la faute aux Américain-es, nous apprend le film. Les puissant-es, qui ont failli en refusant de sauver la banque

Lehman Brothers de la faillite, déclenchant un krach mondial. Mais c'est surtout la faute des humbles, celles et ceux qui ont contracté des dettes aux limites de leurs capacités de remboursement en s'achetant une maison. Des personnes inconscientes qui « ont exagéré, ont acheté plusieurs maisons », affirme Jeannot Krecké, ex-ministre socialiste intervenant à l'écran pour expliquer l'origine véritable de la crise. La faute aux pauvres donc, dont les créances toxiques ont été revendues, titrisées et négociées en bourse, et ont atterri dans les avoirs de la plupart des banques mondialisées.

Inconscience n'est que ruine

Au-delà de cette explication générale, reprise du mainstream économique, le documentaire n'occulte pas les raisons spécifiques qui ont conduit les deux banques protagonistes au bord de la faillite. Ainsi, tant la BIL, fondue dans le groupe franco-belge Dexia, que la BGL, mangée par le groupe belgo-néerlandais Fortis, ont été fragilisées par ces fusions et par une politique expansionniste subséquente. Des animations permettent de comprendre sinon la logique à l'œuvre, du moins l'ampleur de l'internationalisation de ces deux banques « luxembourgeoises ». Les banquiers-ères étaient-ils ou elles inconscient-es ? Dexia était bien impliquée dans l'immobilier américain, concède le professeur Pierre-Henri Conac de l'Université du Luxembourg, « mais en tant que réassureur, donc sans lien direct ». Quant à Jean Guill, à l'époque directeur du Trésor, il met en cause non pas la situation des banques, mais des « rumeurs » qui, réveillant l'instinct grégaire des investisseurs-euses, les auraient incité-es à retirer leurs avoirs.

Le fait est que, le 26 septembre 2008, le ministre des Finances Luc Frieden reçoit un SMS alarmant d'un dirigeant de Fortis. C'est que, fait évoqué dans le film sans malheureusement donner d'images, le hall d'entrée de la banque est bien rempli ce vendredi après-midi là. Coup de chance, le hall est volumineux, sinon les gens venus pour retirer leur argent auraient fait la queue devant l'entrée... un agrément destiné à l'origine aux rentiers-ères et dentistes venant encaisser leurs coupons. Coup de chance aussi, précise Frieden, « qu'on ait eu un week-end pour trouver une solution ». Mais, explique-t-il, il en fallait une, pas pour sauver la banque, mais toute l'économie luxembourgeoise : « Si Fortis s'écroule, c'est la catastrophe, avec toutes les PME liées à cette banque. »

C'est sans doute un des week-ends les plus infernaux de leur vie qu'ont passé Luc Frieden, Jean-Claude Juncker et d'autres décideurs-euses. L'ex-ministre des Finances évoque la coordination avec Angela Merkel, Jean-Claude Trichet (président de la Banque centrale européenne) et Didier Reynders (ministre des Finances belge), puis les négociations avec le groupe financier. En fin de compte, le sauvetage de celui-ci exige de lever 11 milliards d'euros sur les marchés, dont 2,5 par le Luxembourg. Détail intéressant : le gouvernement a pu agir en urgence en abusant d'un passage de la Constitution destiné à des situations de « crise internationale », lui permettant de court-circuiter le parlement. Une possibilité qui, en 2017, a été explicitement étendue aux cas de crise interne, ouvrant désormais la porte à tous les abus.

La crise Fortis résolue, c'est Dexia qui commence à flancher, et le film documente encore les coups de fil passés entre banquiers et politiciens,

les embrouilles avec Paris et Bruxelles ainsi que la tentative de sortir l'ancienne BIL luxembourgeoise du paquet et de la sauver séparément. Là encore, les enjeux et les mécanismes ne sont pas expliqués en détail, mais on comprend que les personnes responsables ont fait tout leur possible pour éviter un effondrement de la grande banque nationale. Avec succès, on le sait aujourd'hui, mais « à l'époque on a essayé cela sans avoir aucune certitude que ça marche », se souvient Frieden.

De la fraîche, vite !

« Crise et chuchotements » est un documentaire qui raconte une histoire. La plupart des intervenant-es sont filmé-es en gros plan, les interviews étant entrecoupées de prises aériennes du Luxembourg métropolitain d'aujourd'hui, avec le tram et des voitures circulant et symbolisant son essor dans la durée. Il y a aussi quelques extraits de news, dans lesquels apparaît la seconde femme mise en scène dans le documentaire, Christine Lagarde. Le format est relativement court avec 71 minutes, les séquences sont brèves, mais bien montées ensemble. Cela donne un récit facilement intelligible la plupart du temps, mais avec un fil narratif généralement unique. Les personnages moins connus sont peu caractérisés, et la contextualisation permet de comprendre l'action, mais ne présente pas l'environnement dans lequel celle-ci se déroule. En d'autres mots, ce n'est pas « Inside Job » (abus de confiance), un film américain ayant remporté l'Oscar du meilleur documentaire en 2011, sur cette même crise, qui va plus loin et met aussi en cause la dérégulation de la finance des décennies précédentes.



Qui sème le vent...

Mais le film luxembourgeois, sans être très critique, est un documentaire réussi sur un événement extraordinaire. Il est parfois drôle et parfois émouvant - notamment quand l'unique syndicaliste interviewé y déballe son malaise d'être banquier à l'époque : « Je n'osais pas sortir de chez moi (...) on nous qualifiait de sales banquiers, voire de gangsters. » Il invite aussi à la réflexion. Car à la fin, on tente de tirer les leçons de la crise. Ce qui donne pour le banquier central Yves Mersch une mise en garde devant l'excès de dette, pour l'ex-lobbyiste Jean-Jacques Rommes le constat que les risques ont encore augmenté, et pour le sociologue Louis Chauvel le pronostic que « le prochain coup sera 'ze big one' ».

La banque mise au ban

Enfin, lors de la première le 15 mai, un minidébat a soumis d'autres protagonistes au même exercice. Ainsi, Luc Frieden a dit son inquiétude sur l'endettement qui s'envole et a rappelé l'importance de conserver « une capacité d'agir grâce

à la santé des finances publiques ». Carlo Thill, ex-directeur de la BGL, a assuré que les nouvelles règles prudentielles sont très exigeantes et réduisent le risque de crise, tandis que l'invité externe Alain Kinsch, récemment promu président de la Bourse de Luxembourg, s'inquiétait moins de la finance que du « monde réel », avec la guerre en cours. Il a souligné que les systèmes bancaires, économiques et politiques dépendent de la confiance des acteurs. « Si cette confiance n'est plus là, il y a des troubles sociaux, un risque d'accélération, de révolution, face à un système que les gens ne comprennent plus, ne soutiennent plus. » Ses conclusions : il ne faut pas oublier la justice sociale. Et promouvoir l'éducation économique. Kinsch a pu penser aux qualités pédagogiques de ce film - d'autres penseront à ses défauts (voir encadré).

COMMENTAIRE

Héros et zéros

(lm) - Les zéros de « Crise et chuchotements » sont ceux des sommes faramineuses mises en jeu pour sauver les banques, pardon, le Luxembourg (à moins que ce ne soit la même chose). Mais aussi la valeur qu'accorde le film aux millions de personnes victimes de la crise.

Au centre le Kirchberg, à gauche la Spuerkeess, à droite la Gëlle Fra - le montage au début du documentaire donne le ton : il s'agit du sauvetage du cœur de l'économie au nom du patriotisme économique. Les héros - pas de femme parmi les paladins luxembourgeois - ont surmonté toutes les difficultés et refondé la prospérité du Luxembourg. Faut-il s'offusquer de cette mise en scène, digne d'un western, de l'opération de sauvetage de deux banques menacées par la crise financière de 2008 ?

En première approche, non. Les acteurs de l'époque, ministre des Finances Luc Frieden en tête, ont fait du bon travail, et ce n'était pas gagné d'avance. S'il y a malaise, ce n'est pas par rapport à leur rôle de pompiers en 2008, mais à leur activité de pyromanes durant la décennie précédente. C'est l'expertise et la collusion des politicien-nes et banquiers-ères gagnée durant les années d'élaboration commune d'un cadre légal et institutionnel de paradis bancaire qui leur a permis, lors de la crise, d'agir efficacement ensemble - une crise qu'ils ont cependant contribué à créer, notamment avec la légalisation de la titrisation en 2004.

Mais revenons au film. En se concentrant sur les peines et les exploits des pompiers, il occulte les raisons économiques et politiques profondes de la crise. Les marchés agissent comme une force de la nature, l'exposition du grand-duché apparaît comme un aléa géomorphologique - et pas un mot sur la libéralisation forcée, la mondialisation financière, le choix du Luxembourg d'en profiter de manière éhontée. Quant aux victimes de ces évolutions, et a fortiori celles de la crise subséquente, elles se voient traitées comme quantité négligeable. Au moins, lors du débat de dimanche dernier, on a évoqué les client-es affectés par la faillite des banques islandaises... tout en évitant de parler de l'affaire Madoff. Surtout, l'unique passage relatif aux ménages américains ruinés par une politique de logement et de régulation défaillante est le contraire de l'empathie : Jeannot Krecké les présente comme inconscients, voire profiteurs... Enfin, les victimes luxembourgeoises sont brièvement évoquées, à savoir ces employé-es de banque confiant-es dans le système et ayant investi dans leur propre entreprise - pour se retrouver à la suite du « sauvetage » avec des actions dévaluées.

On se rend alors compte que le documentaire accorde la parole de manière très sélective : aucune victime, une seule femme (tradeuse), deux journalistes d'investigation privilégiant les dysfonctionnements par rapport aux défauts systémiques, un syndicaliste attaché à la place financière et un sociologue vaguement critique. Ce qui conduit à reproduire, au moyen d'une vingtaine de voix, un récit quasiment unique, celui mis en avant par le mainstream politique et économique. Alors, malgré les qualités documentaires de « Crise et chuchotements », vivement que quelqu'un sorte la suite, un « Cris et hurlements » avec les voix des altermondialistes, des économistes critiques et surtout des victimes de la finance.